

<http://www.pressegauche.org/Services-professionnels-en-education-Des-questions-en-suspens-dans-les>



# Services professionnels en éducation - Des questions en suspens dans les programmes des partis (FPPE-CSQ)



- Communiqués -  
Date de mise en ligne : vendredi 24 août 2012

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 24 août 2012 - L'éducation est un thème qui occupe beaucoup de place dans les programmes des partis politiques lors de la présente campagne électorale. À quelques jours de la rentrée scolaire, la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation (FPPE-CSQ) se réjouit que plusieurs partis placent les services professionnels en éducation au nombre de leurs priorités.**

« Lors de son débat avec Jean Charest, François Legault, chef de la CAQ assurait que les coupures de 1000 postes effectuées alors qu'il était ministre de l'Éducation au PQ, en 1998, auraient été rattrapées depuis », fait remarquer Johanne Pomerleau, présidente de la FPPE-CSQ. Ceci est exact, mais c'est seulement en 2006 que le nombre de professionnelles et professionnels est revenu à son niveau antérieur.

Or, il y a eu une augmentation de près de 8000 élèves handicapés ou ayant des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA) depuis 2003. On parle ici, entre autres, d'élèves en trouble de comportement, dyslexiques, aux prises avec des troubles envahissants du développement, ou présentant une déficience intellectuelle, physique, langagière, auditive ou visuelle. « Ces élèves nécessitent des services spécialisés si l'on veut les aider à réussir leur parcours scolaire et ces services sont clairement insuffisants », souligne Johanne Pomerleau.

Jean Charest soutient que le PLQ a augmenté de 3000 le nombre de ressources professionnelles en éducation. « Il n'en est rien, souligne Johanne Pomerleau. Bien que 1164 professionnelles et professionnels aient été ajoutés dans le réseau de l'éducation de 2005 à 2011, seulement 438 offrent des services directs à l'élève. Ça ne représente même pas une journée supplémentaire par semaine par école ! », s'exclame Johanne Pomerleau.

### **Abolition des commissions scolaires**

L'abolition des commissions scolaires proposée par François Legault, chef de la CAQ, laisse plusieurs questions en suspens selon la FPPE-CSQ. « Abolir les commissions scolaires est non seulement une mauvaise idée, mais une idée inachevée dont on n'a pas évalué toutes les conséquences et qui n'aidera en rien la réussite des élèves », soutient Johanne Pomerleau.

Par exemple :

\* Qui s'assurera d'un partage équitable des services entre les établissements et s'assurera que les élèves des plus petites écoles aient autant accès aux services que ceux des plus grandes ?

\* Qui sera l'employeur du personnel, très nombreux chez les professionnelles et professionnels, qui partage son temps entre plusieurs écoles ?

\* Qui s'occupera des tâches relevant spécifiquement des commissions scolaires comme le transport scolaire, l'archivage, le soutien informatique, la taxation, le service de paye, etc. ?

\* Qui servira de courroie de transmission entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et des Sports (MELS) et les écoles ?

" Si ce sont les « centres de services » qui s'en chargent, quelles seront les économies réelles ?

« Cette obsession d'abolition des structures relève beaucoup plus de l'idéologie que d'une planification rationnelle, et risque d'entraîner beaucoup plus de problèmes que ceux que l'on espère régler, dénonce Johanne Pomerleau. Il faut comprendre que les services administratifs ne sont pas une bureaucratie superflue, mais bien une façon de mieux harmoniser la gestion des ressources », ajoute la présidente de la FPPE-CSQ.

« Notre crainte, c'est que l'abolition des commissions scolaires risque fort d'entraîner une privatisation des services professionnels et une perte importante d'expertise dans le milieu scolaire sans compter des problèmes majeurs au niveau des conditions de travail et de la mobilité du personnel », conclut la syndicaliste.

### **Les grands absents**

La FPPE-CSQ se désole également de voir qu'il ne semble y avoir aucune place dans cette campagne électorale pour la prévention ou l'intervention précoce dans le soutien aux élèves HDAA. « Lors de la dernière ronde de négociation, la FPPE-CSQ a négocié l'ajout de 420 postes de professionnels et professionnels en service direct aux élèves pour, entre autres, intervenir à ce niveau. Malheureusement, plusieurs commissions scolaires tardent à ajouter ces postes dans ce contexte où elles doivent gérer coupes après coupes », déplore Johanne Pomerleau.

L'ajout de ressources professionnelles figure au programme de trois partis, soit la CAQ, le PQ et Québec solidaire. Cependant, seuls le PQ et Québec solidaire ont chiffré leurs engagements. Le PQ parle d'une augmentation de 600 sur 3 ans, pour Québec solidaire, ce serait 4000 au terme du premier mandat.